

## Rapport VI

# Parvenir à une transition juste vers des économies et des sociétés écologiquement durables pour tous

- ▶ **Chapitre 1:** Conséquences sur l'emploi, l'économie et la société d'une transition juste vers des économies et des sociétés inclusives et écologiquement durables
- ▶ **Chapitre 2:** Politiques et action à mener pour progresser sur la voie d'une transition juste
- ▶ **Chapitre 3:** L'action du BIT





## Contexte

### Conférence internationale du Travail, 102<sup>e</sup> session (juin 2013)

Discussion générale sur le développement durable, le travail décent et les emplois verts

### Réunion tripartite d'experts (octobre 2015)

Principes directeurs de l'OIT pour une transition juste vers des économies et des sociétés écologiquement durables pour tous

### Déclaration du centenaire de l'OIT pour l'avenir du travail (juin 2019)

Garantir une transition juste vers un avenir du travail qui contribue au développement durable dans ses dimensions économique, sociale et environnementale

### Conseil d'administration, 344<sup>e</sup> session (mars 2022)

Inscription à l'ordre du jour de la 111<sup>e</sup> session de la Conférence internationale du Travail d'une discussion générale sur une transition juste

## ► Une triple crise planétaire qui exige la mise en œuvre de politiques d'urgence au niveau mondial



Environ 1,2 milliard d'emplois dépendent de la santé des écosystèmes.

L'équivalent de 80 millions d'emplois devraient disparaître à cause du stress thermique d'ici à 2030.

Risque accru d'accident, de maladie et de décès pour les travailleurs.

130 millions de personnes pourraient basculer dans la pauvreté au cours des dix prochaines années, ce qui nuirait à la réalisation des objectifs de développement durable.

Jusqu'à 216 millions de personnes pourraient devoir migrer à l'intérieur de leur propre pays d'ici à 2050.

## ► Le rôle indispensable de l'OIT: Résultats escomptés de la discussion générale

- Confirmer la nécessité d'une action urgente et ambitieuse en faveur d'une transition juste qui soit inclusive et tienne compte des considérations de genre.
- Réaffirmer les orientations et les grands domaines d'action énoncés dans les Principes directeurs de l'OIT pour une transition juste.
- Adopter un cadre d'action visant à mettre en œuvre des politiques plus concertées, plus cohérentes et mieux coordonnées en faveur d'économies circulaires et écologiquement durables:
  - 1) promouvoir des économies inclusives, durables et riches en emplois;
  - 2) assurer l'équité sociale;
  - 3) accompagner le processus;
  - 4) financer une transition juste.



## Les impératifs d'une transition juste au service de la croissance économique et de la création d'emplois

- Une perspective positive et réaliste à l'échelle mondiale, mais:
- Des déséquilibres géographiques et temporels.
- Des effets redistributifs variables selon le groupe de revenu, la classe d'âge et le genre.



Transition  
énergétique

24 millions d'emplois  
d'ici à 2030



Économie circulaire

78 millions d'emplois  
d'ici à 2023



Solutions fondées  
sur la nature

75 millions d'emplois  
actuellement

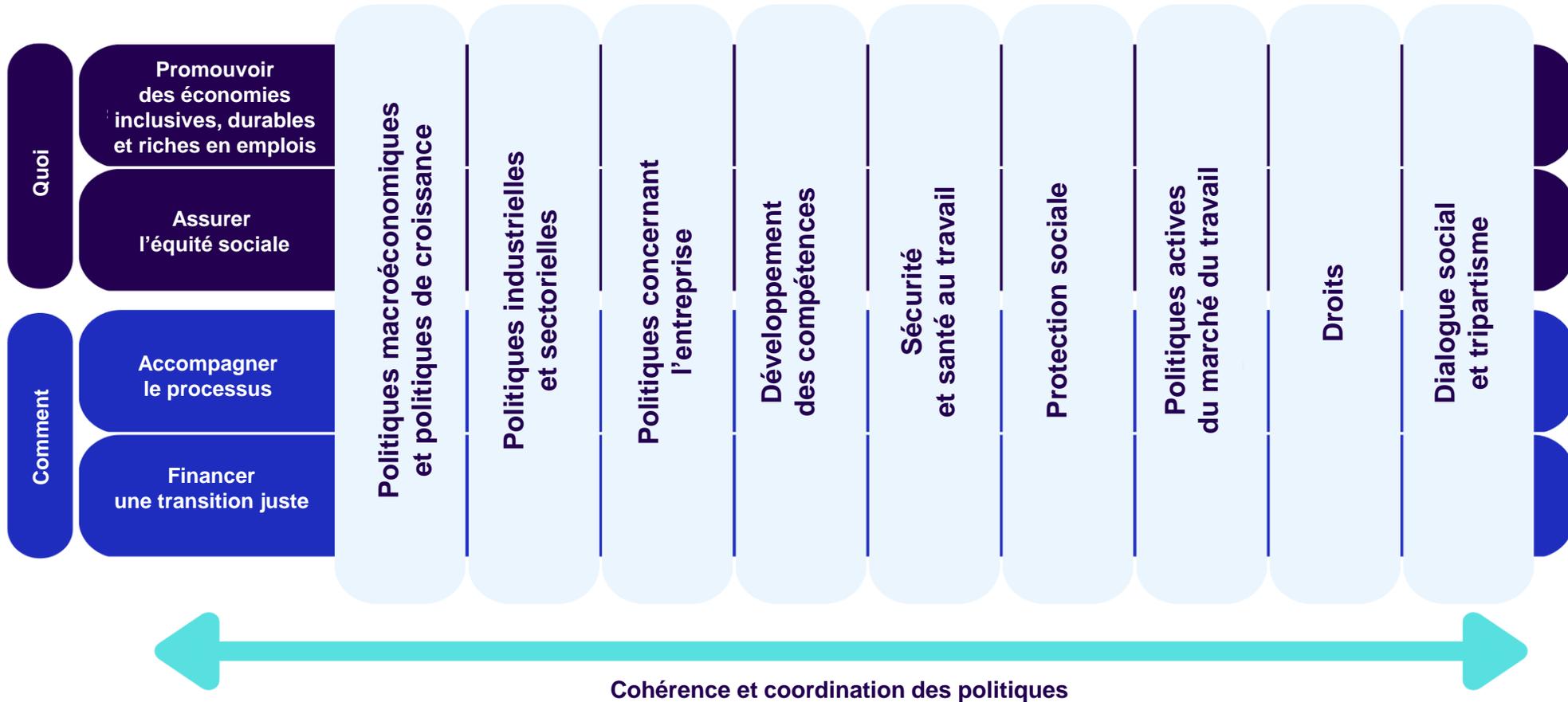
## ► Comprendre la transition juste

Promouvoir des économies écologiquement durables qui soient **justes et inclusives pour tous** les acteurs concernés – travailleurs, entreprises et communautés – en créant des possibilités de travail décent sans laisser personne de côté.

**Développer au maximum les possibilités sociales et économiques** offertes par l'action climatique et environnementale, tout en **réduisant au minimum les difficultés éventuelles et en s'appliquant à les résoudre**, notamment par un dialogue social effectif, la mobilisation des parties prenantes et le respect des principes et droits fondamentaux au travail.

- L'Accord de Paris sur les changements climatiques cite les *«impératifs d'une transition juste pour la population active et de la création d'emplois décents et de qualité conformément aux priorités de développement définies au niveau national»*.
- Une transition juste à la fois inclusive et tenant compte des considérations de genre est importante pour tous les pays, quel que soit leur niveau de développement.
- Elle est importante pour **tous les secteurs économiques** – pas seulement celui de l'approvisionnement en énergie – et pour les zones urbaines comme les zones rurales.
- Il n'existe **pas de formule universelle** pour parvenir à une transition juste.

## Cadre d'action pour une transition juste



# Principaux domaines d'action et de mise en œuvre pour une transition juste: tendances actuelles



## Politiques macroéconomiques et politiques de croissance

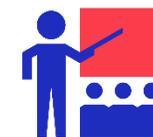
Prévoir une marge budgétaire pour les dépenses sociales et utiliser des outils de pilotage financier peut accélérer les transitions vertes.



Mettre davantage l'accent sur les politiques industrielles et la technologie en tenant compte des effets potentiels du commerce et des investissements mondiaux.



L'utilisation intelligente de mesures d'incitation, la création d'un environnement économique favorable et l'adoption de pratiques réglementaires garantissant la diligence raisonnable peuvent libérer le potentiel du secteur privé au service du développement des entreprises.

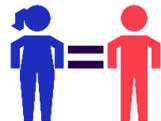


La planification des besoins en matière de compétences et le renforcement des systèmes, afin de garantir à tous l'égalité d'accès aux compétences et à l'apprentissage tout au long de la vie, y compris aux acteurs de l'économie informelle, restent limités dans de nombreux pays.



## La protection sociale

n'est pas un simple amortisseur, mais est un véritable catalyseur d'une transition juste. Combinées à des politiques actives du marché du travail, les politiques de protection sociale peuvent faciliter et accélérer la transition, tout en garantissant que personne ne soit laissé de côté.



Les normes internationales du travail, notamment celles relatives à la liberté syndicale, au droit à un milieu de travail sûr et salubre et à l'égalité femmes-hommes, ne sont pas souvent prises en compte dans les politiques pour une transition juste (possibilité de discussion normative).



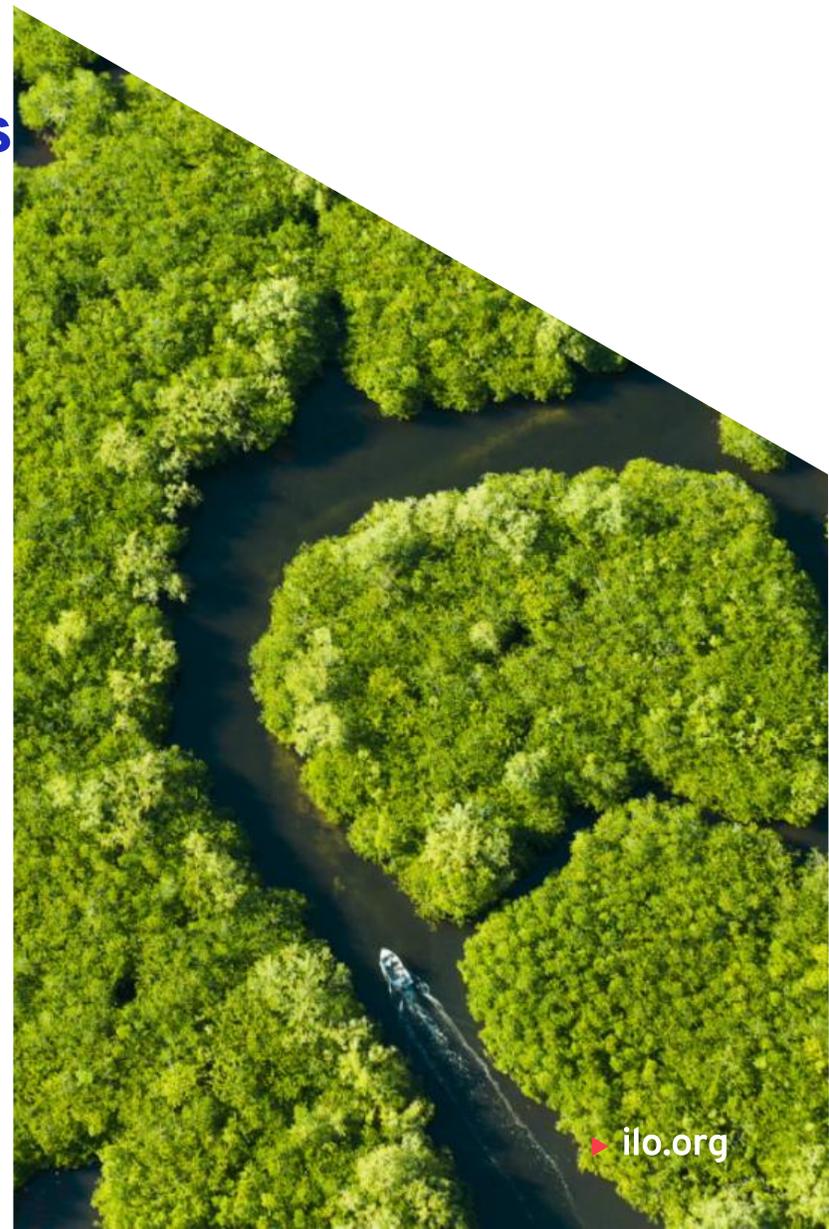
Le dialogue social et la négociation collective sont utilisés pour bâtir un consensus autour de certaines politiques mais pas toutes.



Mobiliser des financements publics et privés aux niveaux national et international. Tirer parti de l'expertise et des ressources des institutions financières internationales et des banques multilatérales de développement et veiller à la cohérence des financements.

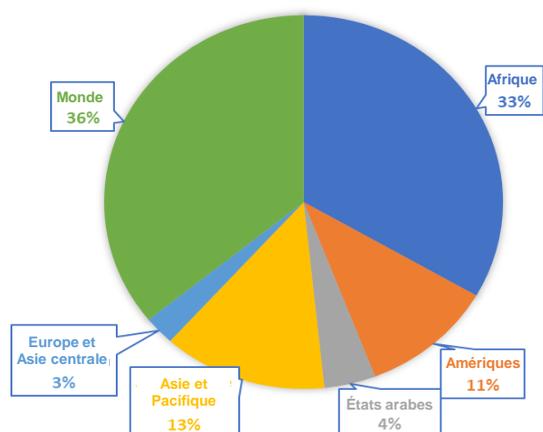
## ▶ Des expériences nationales instructives mais limitées

- ▶ **49 pays** se sont engagés à mettre l'emploi au cœur d'une action climatique ambitieuse et à promouvoir une transition juste.
- ▶ En octobre 2022, **65 des 170 pays** ayant soumis des **contributions déterminées au niveau national** citaient dans celles-ci l'objectif d'une **transition juste**.
- ▶ **Le dialogue social** reste limité dans l'élaboration des contributions déterminées au niveau national.
- ▶ **Seuls 23 pour cent** des **conventions collectives** analysées par le BIT prenaient en considération des aspects environnementaux.
- ▶ **L'expérience disponible est limitée** en ce qui concerne la mise en œuvre de **politiques industrielles** à l'appui d'une transition juste.



## L'action du BIT

### Coopération pour le développement



Actions en faveur  
d'une transition juste, par région

### Engagement mondial et partenariats

**La collaboration avec les Nations Unies** est indispensable pour coordonner l'aide aux pays et renforcer la cohérence de l'action menée

**Les partenariats multipartites** sont essentiels pour mobiliser une expertise complémentaire et encourager des approches coordonnées

Il est nécessaire d'établir des **partenariats avec des banques multilatérales de développement** pour accroître l'aide apportée aux pays

**La participation aux processus internationaux d'élaboration de politiques** est capitale pour promouvoir une compréhension commune et susciter des engagements

### Recherche, connaissances et outils et instruments stratégiques



## Observations et perspectives

- ▶ Les priorités relatives à une transition juste sont **de plus en plus reconnues** dans le cadre des discussions sur les politiques à mener, mais l'application de mesures concrètes doit s'accélérer pour que les objectifs fixés puissent être atteints.
- ▶ Une transition juste dépend du **contexte et des circonstances au niveau national, ainsi que des priorités de chaque pays en matière de développement.**
- ▶ **Le manque de cohérence des politiques** met en évidence la nécessité de cadres intégrés et de mécanismes coordonnés.
- ▶ Il faut faire émerger un consensus pour mobiliser les soutiens en faveur d'une transition verte et **assurer l'application de mesures concrètes.**
- ▶ **Les partenaires sociaux ont un rôle important à jouer** dans une transition juste qui soit inclusive et tienne compte des considérations de genre.
- ▶ **L'OIT a un rôle essentiel à jouer** à l'appui des mesures prises aux niveaux national et international pour parvenir à une transition juste.
- ▶ **La coopération internationale et les partenariats** sont indispensables pour soutenir les pays en développement et promouvoir le partage d'expériences.
- ▶ La question des financements est capitale pour la réalisation d'une transition juste. Le lien entre **les politiques pour une transition juste et des cadres de financement** faisant appel à des sources de financement complémentaires doit être renforcé. ▶ [ilo.org](https://ilo.org)

## ► Points pour la discussion

1. Comment promouvoir une transition juste dans les États Membres de l'OIT, à travers:
  - a) des efforts accrus pour élaborer et mettre en œuvre des mesures et des politiques intégrées dans différents domaines d'action, tels que les politiques industrielles et les technologies;
  - b) le financement de ces mesures et politiques;
  - c) le dialogue social et le tripartisme;
  - d) la coordination institutionnelle et la cohérence des politiques à tous les niveaux;
  - e) l'application des normes internationales du travail?
2. Quels rôles les gouvernements et les organisations d'employeurs et de travailleurs devraient-ils jouer dans la transition, notamment auprès des communautés et des populations concernées?
3. Quelles priorités et stratégie l'OIT devrait-elle adopter pour aider ses mandants? Comment l'Organisation peut-elle jouer un rôle central dans la coordination multilatérale d'une transition juste, notamment dans le cadre de partenariats?